

"Le pouvoir reste la chasse gardée des militaires au Burundi"

Le Pays, le 27 mai 2020 VICTOIRE DU DAUPHIN DE NKURUNZIZA Evariste Ndayishimie tient la feuille de route de l'armée ! Les résultats de la présidentielle burundaise du 20 mai dernier, sont connus. Sans surprise, c'est lui le parti au pouvoir, Evariste Ndayishimie, qui l'emporte avec 68,72% des suffrages exprimés. C'est lui donc qui succède au pasteur-président, Pierre Nkurunziza, qui aura régné pendant une quinzaine d'années sans partage.

C'est ce dernier qui, du fait de sa boulimie du pouvoir, a mis le Burundi à feu et à sang, tant et si bien que nombreux sont les Burundais qui ont perdu la vie tandis que d'autres, pour sauver leur peau, ont pris le chemin de l'exil pour se réfugier dans des pays voisins. Et ce n'est pas tout. C'est Nkurunziza, le d'ormais « Guide suprême éternel », qui met le Burundi au ban de la communauté internationale au point que le pays vit aujourd'hui en vase clos. A preuve, même ces dernières élections générales se sont déroulées à huis clos ; les observateurs étrangers ayant été persona non grata. Autant dire que le nouveau président aura fort à faire, tant les chantiers qui l'attendent sont immenses. Saura-t-il se montrer à la hauteur des défis ? On attend de voir. Le pouvoir reste la chasse gardée des militaires au Burundi. Certes, il y a peut-être une lueur d'espoir pour les Burundais. Mais quand on sait que Evariste Ndayishimie dont on dit que le nom n'a jamais été cité dans des affaires de crimes, est un militaire, on doit se garder de tout optimisme béat. Surtout quand on sait d'ormais qu'il a été imposé par le cercle des généraux proches de Nkurunziza, ce n'est pas un civil à la tête de l'Etat. C'est ainsi que le président de l'Assemblée nationale, un civil proche de l'ancien président, aurait eu la préférence de ce dernier, aurait été écarté au profit de Ndayishimie. Pour quelle raison ? La réponse est simple. Conscients qu'ils ont accompagné le président Nkurunziza dans la répression sanglante des manifestations consécutives au troisième mandat de ce dernier, les militaires ne veulent pas prendre de risque en laissant un civil prendre le pouvoir au Burundi. Car, non seulement ils pourraient perdre leurs privilèges, mais aussi ils pourraient se voir rattrapés par leur passé. Mais avec le sieur Ndayishimie, l'impunité leur est assurée ; surtout quand en « visionnaire permanent » Nkurunziza gardera la haute main sur le système en place. La rupture dans la continuité, est-on tenté de dire. En tout cas, les choses sont claires. Le pouvoir reste la chasse gardée des militaires au Burundi, tant et si bien qu'il est difficile d'espérer l'instauration d'une véritable démocratie dans ce pays. Tout se passe comme si les cas de l'Armée au Soudan, par exemple, où la nomenclature militaire avait la haute main sur tout, n'ont pas servi de leçons au pouvoir de Bujumbura. Bien au contraire, le pays a raté le coche. Si bien que l'on se demande si Evariste Ndayishimie aura des marges de manœuvre pour gouverner. En tout cas, on peut en douter. Car, comme on le sait, il tient la « feuille de route » de l'armée qui l'a mis au pouvoir. C'est pour cela que d'aucuns en viennent à se demander s'il est capable d'organiser des élections dans la mesure où il apparaissait clairement que le vainqueur ne pouvait être autre qu'un militaire. Evariste Ndayishimie aura beau troquer le treillis contre le costume cravate, les vieux réflexes militaires demeureront au détriment de la démocratie. C'était donc déjà écrit d'autant que sur les sept candidats en lice le parti au pouvoir est issu de l'armée. Certes, ce dernier, pour se conformer à la Constitution burundaise, avait pris sa retraite. Mais comme on le sait, un militaire reste un militaire qui raisonne toujours en terme de rapport de forces. Il aura donc beau troquer le treillis contre le costume cravate, les vieux réflexes militaires demeureront au détriment de la démocratie. Si des pays comme le Cameroun, le Congo Brazzaville, le Tchad, pour ne citer que ces exemples, ont mal à leur démocratie, c'est parce qu'ils sont dirigés par des militaires qui, habitués aux lambris du pouvoir, refusent de s'imaginer une autre vie en dehors des palais présidentiels. Et c'est malheureusement le danger qui guette le Burundi. Manifestement, les hommes en treillis n'ont qu'une seule préoccupation : défendre leurs intérêts et autres privilèges au péril de la démocratie et de l'Etat de droit. Pitié donc pour le Burundi qui, du fait des turpitudes de ses dirigeants se retrouve malheureusement abandonné par la communauté internationale. Ceci pouvant expliquer cela, on comprend pourquoi, en dehors des manifestations de joie des partisans et sympathisants du pouvoir, l'élection de Evariste Ndayishimie n'a pas suscité de réaction particulière chez les Burundais.

À

(adsbygoogle = window.adsbygoogle || []).push({});